

**ARRÊTÉ DU 07 MAI 2025**

portant sur des travaux de raccordement ENEDIS effectués par l'entreprise SLTP, Boulevard Pierre Brossolette et rue Jean Martin, du 12 au 30 mai 2025.

**LE MAIRE DE LA VILLE DE LAON,**

- VU** les dispositions du code général des collectivités territoriales, notamment celles en matière de police,
- VU** le code de la voirie routière,
- VU** le code de la route,
- VU** l'arrêté municipal du 15 janvier 2018 réglementant la circulation et le stationnement dans la ville de LAON ainsi que ceux le modifiant ou le complétant,
- VU** l'arrêté municipal n°2020/1470 du 26 mai 2020 portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric JOLY, 5<sup>ème</sup> Adjoint, dans le domaine de la prévention des risques et de la sécurité,

**CONSIDÉRANT** la demande de l'entreprise SLTP sise 13 rue de la Rivière – 02000 ETOUVELLES tendant à obtenir l'autorisation d'effectuer des travaux de raccordement ENEDIS, Boulevard Pierre Brossolette et rue Jean Martin, du lundi 12 mai au vendredi 30 mai 2025.

**ARRÊTE**

- ARTICLE 1 :** L'entreprise SLTP est autorisée à occuper le domaine public afin d'effectuer des travaux de raccordement ENEDIS pour GROUPAMA, Boulevard Pierre Brossolette et rue Jean Martin, du lundi 12 mai à 08h00 au vendredi 30 mai 2025 à 18h00.
- ARTICLE 2 :** La circulation des véhicules de toute nature se fera en restriction de chaussée rue Jean Martin (entre le n°14 rue Jean Martin, et le croisement Boulevard Pierre Brossolette), le stationnement sera interdit de part et d'autres des travaux, du lundi 12 mai à 08h00 au vendredi 30 mai 2025 à 18h00.
- ARTICLE 3 :** Les signalisations réglementaires en vigueur au code de la route et les pré-signalisations, en tant que de besoin, seront mises en place par l'entreprise chargée d'effectuer les travaux qui devra de même assurer un passage sécurisé aux piétons.
- ARTICLE 4 :** Pendant toute sa durée de validité, le permissionnaire aura obligation d'afficher la présente autorisation.
- ARTICLE 5 :** Conformément à l'article R 421-1 du code de Justice Administrative, tout intéressé dispose d'un délai de deux mois pour contester cet arrêté auprès du tribunal administratif d'Amiens.
- ARTICLE 6 :** Le Directeur général des services de la ville de LAON, le Directeur départemental de la Police Nationale, ainsi que les agents placés sous leur autorité, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.
- ARTICLE 7 :** Un original du présent arrêté sera conservé à la Police Municipale, un original sera transmis à l'intéressé. Une copie sera adressée à chaque membre chargé de l'exécuter, ainsi qu'au centre de secours principal, au centre hospitalier, aux transports urbains Laonnois, à la régie des transport de l'Aisne et au SIRTOM.

